



Guérilla en Colombie : la fin et les moyens

Entretien avec Rodrigo Granda, FARC-EP

Par [Global Research](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 14 septembre 2007

[Solidarités](#) 14 septembre 2007

Le 24 juillet dernier, à la Havane, le journal solidarités a obtenu un entretien exclusif avec Rodrigo Granda, membre de la Commission internationale des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie- Armée du Peuple (FARC-EP), enlevé au Venezuela par la police secrète colombienne, incarcéré, puis sorti de prison à la demande de Nicolas Sarkozy. Il permet de mieux comprendre les positions de ce mouvement politico-militaire très controversé qui combat le régime de l'oligarchie colombienne, soutenu par les Etats-Unis, depuis 43 ans.



Rodrigo Granda

— Les FARC se considèrent comme un mouvement politico-militaire qui mène une guerre sociale insurrectionnelle contre l'Etat colombien. A ce titre, elles capturent des policiers, des soldats, des officiers et des mercenaires. Elles ont également décidé de séquestrer des personnalités civiles représentatives de l'appareil d'Etat colombien. Enfin, elles ont enlevé aussi des civils dont la libération a été conditionnée au paiement d'une rançon. Si personne ne peut contester qu'une armée emprisonne des combattants adverses, comment les FARC peuvent-elles justifier l'incarcération de civils ? Ne pensent-elles pas que de telles pratiques tendent à les isoler de larges secteurs de l'opinion publique colombienne opposés au gouvernement ?

Effectivement, les FARC-EP sont un mouvement politico-militaire usant du juste droit à la rébellion contre un Etat qui pratique une démocratie de façade. Nous répondons à une guerre qui nous a été imposée par les hautes sphères du pouvoir colombien. Durant des décennies, le terrorisme d'Etat a été utilisé comme méthode d'extermination contre nous et

notre peuple. Dès lors, et tout le monde le sait bien, une telle guerre a besoin de financement. Ce conflit nous a été imposé par les riches de Colombie : ils doivent donc financer cette guerre qu'ils ont eux-mêmes déclenchée. C'est pour cela que les FARC capturent des personnes, libérées en échange d'une somme d'argent qui est de fait un impôt. Cet argent est destiné au financement de l'appareil de guerre du peuple.

Comme vous le savez, nous parlons de la construction d'un nouveau pouvoir et d'un nouvel Etat. En Suisse, en France, ou aux Etats-Unis, si quelqu'un ne paie pas ses impôts, il va nécessairement en prison. Le nouvel Etat que nous sommes en train de forger a décidé le paiement d'un impôt pour la paix. Cela signifie que toute personne physique ou morale, de même que les entreprises étrangères qui sont établies en Colombie et réalisent des bénéfices supérieurs à un million de dollars par an, doivent s'acquitter d'un impôt pour la paix représentant 10% de leurs gains. Les débiteurs sont informés qu'ils doivent entrer en discussion avec les responsables financiers des FARC et acquitter cette somme. Si ces personnes ne le font pas, elles sont alors arrêtées et emprisonnées jusqu'à ce qu'elles aient effectué leur paiement, avec lequel nous assumons les charges du nouvel Etat, construit et dirigé par les FARC, agissant comme armée du peuple.

Evidemment, au cours des opérations militaires, les FARC capturent des officiers, des sous-officiers, des policiers et des soldats – actuellement détenus comme prisonniers de guerre. Dans ces affrontements, il arrive aussi que l'ennemi capture des prisonniers de notre bord qui, après des jugements sommaires et truqués, purgent des condamnations très lourdes dans les différentes prisons du pays. Malheureusement, cela est normal dans le contexte de la guerre. Quoi qu'il en soit, dans un conflit aussi aigu que celui de la Colombie, il est possible que certaines détentions de civils ne soient pas bien vues par la population de manière générale. Néanmoins, nous considérons qu'en ayant publié la loi 002, selon laquelle certaines personnes et entités économiquement puissantes doivent payer l'impôt pour la paix, nous les avons dûment avisées et qu'elles peuvent entrer en discussion et régler leur situation dans les délais impartis. Si nous obtenons cela, il est indubitable que les arrestations diminueront.

Quant au fait que cela nous éloigne de la population civile, cela se peut, mais ne va sûrement pas être déterminant, parce que de larges secteurs de la population colombienne savent parfaitement que généralement, les FARC-EP ne détiennent que des personnes économiquement solvables. Il ne s'agit, en aucune manière, de détenir des gens au hasard. Concernant les prisonniers de guerre, nous les gardons en prévision d'un échange humanitaire, que nous espérons très proche. Nous n'oublions pas de tenir compte du fait, qu'en Colombie, la justice et les juges spéciaux imposent de fortes condamnations à de nombreux guérilleros et guérilleras arrêtés – qui ont eu la chance de ne pas être assassinés lors de leur capture – : ces condamnations équivalent pratiquement à des emprisonnements à vie. Car, dans notre pays, la justice est une justice de classe et s'applique comme telle : ceux qui font usage du juste droit à la rébellion sont condamnés comme « terroristes » ou « auteurs de séquestration » : les sentences contre les révolutionnaires oscillent entre 40 et 80 années de prison. Ainsi, l'impôt est une nécessité dictée par la situation actuelle de guerre que vit la Colombie. Nous voudrions ne détenir aucune personne, ni civile – même issues des sommets de l'oligarchie –, ni militaire... Mais la confrontation quotidienne dans notre pays impose que les choses se passent de cette manière, et non comme nous le souhaiterions.

— *Le financement de la lutte armée dépend en large partie de l'impôt révolutionnaire prélevé sur la culture de la feuille de coca et sur la production de pâte base, et dans une*

certaine mesure aussi des enlèvements contre rançon. Si un processus de paix débutait, la guérilla pourrait-elle se passer de ces sources de financement sans mettre en péril son autonomie politique et organisationnelle ? En d'autres termes, n'existe-t-il pas à l'intérieur de votre mouvement des forces qui tendent à défendre le statu quo par crainte que la démobilisation prive les FARC de sources de revenus décisives et que cela conduise à leur marginalisation ?

Premièrement, il faut dire que les FARC-EP ont toujours été un mouvement autarcique, c'est-à-dire qu'elles ont vécu de leurs propres ressources et n'ont jamais dépendu – ni hier ni aujourd'hui – et ne dépendront jamais d'aucun financement d'origine étrangère. Comme FARC-EP, nous avons réussi à développer initialement une économie de subsistance avant de développer des facteurs de production qui permettent le maintien de notre mouvement. Les FARC-EP existaient en Colombie bien avant le développement du narcotrafic ou la mise en oeuvre d'une politique logistique de capture systématique de personnes, qui sont des choses conjoncturelles. Avec les années, les FARC-EP ont diversifié leur financement grâce à des investissements de tous ordres : dans des opérations financières à l'intérieur et à l'extérieur du pays, dans la production agricole, l'élevage, la mine, le transport et bien d'autres secteurs productifs.

Il est indéniable que la Colombie a été transfigurée par des politiques néolibérales imposées par la terreur, qui ont ruiné les campagnes, dans un pays producteur de feuilles de coca pour l'élaboration de la cocaïne, et cela a obligé des milliers et des milliers de familles paysannes pauvres à tirer leur subsistance de cette économie pour ne pas mourir de faim face à la destruction de leurs cultures traditionnelles de café, de maïs, de bananes, de sorgho, de coton, etc.

Les FARC-EP sont un mouvement principalement rural et nous sommes en contact direct avec cette réalité, mais nous n'avons pas les moyens d'obliger les gens à abandonner ces plantations dites illicites sans leur donner une alternative. Lors du dialogue de el Caguán (1999-2002) [1], le gouvernement de M. Pastrana, à l'initiative de notre organisation, avait organisé la première conférence publique internationale pour le remplacement des cultures dites « illicites » et la protection de l'environnement. L'Union européenne, le Japon, le Canada, ainsi que l'ONU, le Groupe des pays amis du processus de paix en Colombie et les pays accompagnateurs de ce dialogue ont participé à ces rencontres. Les Etats-Unis avaient été conviés, mais ils ont décliné cette invitation. A cette occasion, les FARC ont présenté un projet viable pour l'éradication des plantations de feuilles de coca dans les municipes de Cartagena del Chairá et du Caquetá, qui vouaient alors quelques 8 000 hectares à cette activité.

Nous aurions voulu obtenir que la communauté internationale s'engage en faveur d'une alternative à la répression et qu'on réalise des investissements sociaux dans cette région afin d'y développer un « laboratoire expérimental » en vue de la recherche de solutions pour supprimer ces cultures, qui auraient pu être étendues ensuite à d'autres zones du pays, et si possible du continent : en Equateur, au Pérou, en Bolivie. Cette proposition est toujours valable. Nous croyons aussi que la légalisation de la drogue contribuerait à la solution du problème. Des économistes comme Friedman et une revue aussi prestigieuse que *The Economist* le reconnaissent d'ailleurs. Il y a des raisons à cela : comme il s'agit d'un commerce clandestin, la rotation du capital est impressionnante. Actuellement, on calcule que le produit mondial du narcotrafic représente 680 milliards de dollars et il n'est pas de crime qui ne soit pas commis pour s'approprier cette énorme quantité d'argent.

Il s'agit tout d'abord d'un problème économique, puis politique, et aussi éthique, mais si les énormes profits disparaissaient, l'incitation fondamentale que sont les gains sur investissements disparaîtrait et les Etats pourraient contrôler ce marché. Quelque chose de semblable à ce qui est arrivé, toutes proportions gardées, avec la fin de la prohibition aux Etats-Unis à l'époque de la mafia d'Al Capone et Cie, dans les années 20. Il doit être clair – et nous l'avons démontré face à notre nation et à la communauté internationale – que les FARC-EP ne sont en aucune manière des narcotrafiquants et qu'elles ne sont mêlées ni à la production, ni au transport, ni à la commercialisation, ni à l'exportation de narcotiques. Au contraire, nous sommes disposés à travailler avec la communauté internationale et même avec le gouvernement des Etats-Unis à la solution de ce grave problème.

Notre organisation a imposé le prélèvement d'un impôt aux acheteurs de pâte de coca qui doivent pénétrer dans les zones où ces cultures existent et où nous sommes présents ; et cet impôt représente une forme de contrôle par rapport aux abus commis à l'encontre des paysans cultivateurs. Ensuite, nous n'exerçons pas de fonctions de police. C'est à l'Etat colombien de contrôler ces zones et, jusqu'à présent, il a été incapable de le faire en dépit des milliers de millions de dollars investis par le gouvernement des Etats-Unis pour en finir avec ce trafic qui affecte le monde.

De plus, il faut tenir compte du fait que les revenus générés par cet impôt représentent une fraction infime des coûts de l'appareil militaire des FARC-EP. En ce qui concerne la détention de personnes, il faut dire que leur produit aide aussi au maintien économique des FARC, mais ce n'est pas décisif. L'objectif ultime des FARC-EP n'est pas le « confort » de son personnel dirigeant, de sa hiérarchie ou de ses combattant-e-s. Pour nous, l'argent est un moyen, quelque chose qui peut contribuer à la concrétisation du but politique et stratégique des FARC-EP, soit la prise du pouvoir pour effectuer des changements politiques, économiques, sociaux, écologiques et de tout ordre, dont le pays a besoin et qu'il réclame. Le financement est donc un moyen pour arriver à de telles fins. Personne des FARC-EP n'aspire à devenir multimillionnaire ; c'est l'une de nos grandes différences avec les narcotrafiquants et les paramilitaires qui cherchent à s'enrichir personnellement et à « mener la grande vie ».

Quant à une possible démobilisation – à laquelle vous faites allusion -, cela n'entre pas dans les calculs immédiats des FARC-EP. Imaginez-vous que nous n'avons plus aucun contact avec le gouvernement Uribe. Si nous parvenions à une hypothétique situation d'arrêt de la guerre et devions passer à un autre type d'actions, les FARC-EP disposent d'un « plan B ». Mais nous parlons ici de suppositions, alors que la réalité est bien différente.

Enfin, les FARC-EP ne font pas la guerre par plaisir. Nous avons dit que si le cadre politique ambiant change et que les conditions pour mener une politique large, légale, sans crainte de représailles ou d'assassinats existent, si la voie est ouverte à une démocratie réelle, nous pourrions alors penser à changer la forme actuelle de confrontation militaire pour répondre à la nouvelle donne. Durant tout le mandat présidentiel de M. Uribe, et bien avant, les FARC-EP ont dû faire une opposition politique et militaire au régime, parce qu'il n'existait aucune autre manière de pouvoir exprimer notre pensée. La bourgeoisie colombienne est une bourgeoisie sanguinaire, rétrograde, qui ne comprend que le langage des armes. Si nous n'avions pas répondu à l'agression, elle nous aurait déjà marqués au fer rouge et enchaînés, comme à l'époque de l'esclavage...

— *Les récentes mobilisations de masse contre la violence et les séquestrations ont fait porter la responsabilité aussi bien sur le gouvernement que sur les insurgés. Ces*

mobilisations ne représentent-elles pas un revers pour la gauche, dans la mesure où Alvaro Uribe a su en tirer parti pour détourner l'attention du public par rapport à son implication dans les scandales de la parapolitique ?

Comme vous le dites vous-même, ces mobilisations ont le sens d'un rejet de la violence, et plus particulièrement de la violence officielle et paramilitaire. Le peuple colombien est bien sûr fatigué de l'affrontement militaire, mais quel peuple ne le serait pas après 40 ans de guerre imposés par le régime en place. M. Alvaro Uribe a essayé de capitaliser un mouvement auquel ont pris part des secteurs populaires très proches des FARC-EP, et même des membres de notre organisation. On pouvait voir dans ces mobilisations des pancartes exigeant l'échange humanitaire des prisonniers, la recherche du dialogue pour une issue politique au conflit social et armé que vit le pays. Si vous analysez les bulletins de la presse, de la radio ou de la télévision, vous constaterez que la plus grande part des éditorialistes du pays ont critiqué l'opportunisme politique du gouvernement. Il faut en outre rappeler que dans la ville de Cali, il y a eu un affrontement public entre le ministre de l'Intérieur et l'un des parents des 11 députés tués lors de la tentative manquée de sauvetage militaire, ordonnée par le gouvernement, le 18 juin 2007. Enfin, il n'est pas certain que le président Uribe ait capitalisé ces mobilisations. Au contraire, les derniers sondages d'opinion effectués après cet événement montrent que l'image de M. Uribe est usée et « en chute libre », et ceci pour la première fois depuis son accession à la présidence [2002].

Quant au problème de la parapolitique [2], il a été dénoncé depuis plus de vingt ans par le journal *Voz*, l'organe du Parti communiste de Colombie, par les FARC-EP et par des démocrates de tout le pays. Néanmoins, l'Etat colombien a toujours ignoré ces dénonciations. Il y a un an et demi, j'ai eu l'occasion de parler – dans la prison de haute sécurité de Combita, où j'étais alors détenu – avec le responsable pour la paix du gouvernement Uribe, le docteur Luis Carlos Restrepo. Durant cette conversation, nous avons abordé plusieurs thèmes : j'ai pu entre autres lui démontrer que la politique de « sécurité démocratique » imposée par le président et le *Plan Colombie* avaient échoué. Il m'a répondu : « *Ecoutez Monsieur Granda, l'Etat colombien vous a certainement combattus avec des méthodes non orthodoxes...* ». Ces méthodes dont parlait Restrepo sont précisément la parapolitique et le paramilitarisme, parce que cette manière de faire a été froidement calculée pour la Colombie. C'est l'une des formes d'expression du fascisme, grâce auxquelles les monopoles financiers, le secteur industriel et les grands propriétaires terriens ont bénéficié de l'ensemble de la recomposition économique du pays, provoquée par la globalisation et les privatisations qui l'accompagne. Les affaires et les gains effectués par ces secteurs ont été extraordinaires. Ce qui reste à privatiser en ce moment est réduit, ce qui nous indique que la période de mise en œuvre la plus brutale du projet néolibéral en Colombie est, dans une certaine mesure, déjà derrière nous, puisqu'il ne reste aucune entreprise publique d'importance à vendre aux transnationales. C'est pour cette raison qu'ils tentent maintenant de démonter ces appareils de mort qu'ils avaient mis en place comme appui militaire à leur projet fascisant d'imposition du néolibéralisme.

Dans ce sens, nous pourrions faire une comparaison avec le Chili du général Pinochet. Rappelez-vous que les politiques néolibérales ont commencé à être imposées au continent après le coup d'Etat de 1973 au Chili. Ce coup d'Etat a pratiquement liquidé la résistance populaire de la classe ouvrière, des classes moyennes et de la paysannerie ; il a imposé la discipline sociale des monopoles, c'est-à-dire le fascisme au service du néolibéralisme, qui a utilisé la terreur dans notre Amérique pour imposer son projet économique et son idéologie

politique. Maintenant, en Colombie, l'*establishment* est secoué, parce que les institutions et les hommes qui les composent, sont impliqués dans la crise à laquelle ils ont conduit la nation. La Colombie est l'un des pays avec le plus haut niveau de corruption à l'échelle mondiale. On dirait que les institutions colombiennes ont été créées pour protéger toutes les formes de corruption. C'est pour cette raison que l'*establishment*, pour imposer ses politiques néolibérales, a jeté par-dessus bord tout sens éthique en politique, et maintenant il reçoit et paye la facture de son « mariage » avec un narco-paramilitarisme créé pour éliminer la gauche révolutionnaire à n'importe quel prix. Ce modèle et ce projet fascistes pour la Colombie ont échoué. Lorsque déferle la marée des dénonciations, le président tente évidemment d'éviter tout débat public et crée des écrans de fumée : la réélection, le référendum, la coupe du monde de football, etc., afin de distraire l'opinion publique nationale. Mais les scandales et la corruption régnante en Colombie sont d'une telle ampleur, qu'aucun de ces shows publicitaires ne réussira à détourner l'attention de l'aspect fondamental : la corruption imposée par la mafia, le paramilitarisme et le narcotrafic - qui sont la même chose - en faveur d'un gouvernement qui est un gouvernement mafieux qui pratiquent une narco-démocratie.

— *L'Armée de libération nationale (ELN, Ejército de Liberación Nacional) a décidé récemment de déposer les armes. Dans quelle mesure, cette décision affaiblit-elle la lutte armée des FARC, vu que désormais l'Etat colombien, le paramilitarisme et les Etats-Unis pourront concentrer tous leurs efforts pour vous combattre ?*

Il faut relativiser l'impact de la lutte contre-insurrectionnelle que nous vivons aujourd'hui, de la part du gouvernement colombien et des Etats-Unis. Pratiquement, depuis le début du Plan Colombie, les FARC-EP ont résisté seules à ces opérations. Il est indéniable que l'Etat colombien n'a jamais combattu militairement le paramilitarisme. Les opérations militaires dans des zones où opèrent les camarades de l'ELN ont été minimales ; dans une certaine mesure, la responsabilité et le poids fondamental des opérations menées par l'armée colombienne et les *gringos* ont été supportés par notre organisation. Vous devez vous souvenir qu'en ce moment, la Colombie est le troisième pays bénéficiaire de l'aide militaire nord-américaine, après Israël et l'Egypte. Dans la première étape du Plan Colombie, les États-Unis ont investi 7,5 milliards de dollars et l'Etat colombien a imposé un impôt de guerre de 12 % (qui a été majoré cette année de 8 %). Même ainsi, toutes les opérations du Plan Colombie et celle qui ont suivi ont échoué face à la résistance et à la contre-offensive des FARC-EP.

Il est donc très relatif de penser que l'ennemi puisse nous mettre en déroute, bien qu'il braque toutes ses batteries sur nous. Notre histoire le démontre depuis l'époque de notre naissance à Marquetalia (1964) : rappelons que 16 000 militaires furent déployés dans cette région contre le groupe fondateur des FARC, formé de quarante-six hommes et de deux femmes d'origine paysanne. A ce moment, il n'y avait aucun autre mouvement insurgé dans le pays. Le poids de cette offensive contre les zones d'autodéfense paysanne - dénommée « *Opération LASO* » [Latinoamerican Security Operation] - retomba naturellement sur les FARC-EP.

Nous croyons que dans cette nouvelle période, une limite a été atteinte dans les actions militaires des troupes *gringas*, mercenaires et de l'armée colombienne. Nous parlons actuellement de leur déclin. Il faut dire que dans les hautes sphères du gouvernement colombien et dans les couloirs du Pentagone, on parle de l'échec retentissant du *Plan Colombie*, du *Plan Patriota* [3], du *Plan Consolidation* et du *Plan Victoria*(2002-2007). Il est impossible pour les *gringos* et l'Etat colombien de remporter une victoire militaire sur un

mouvement armé qui, comme le nôtre, mène la lutte depuis quarante-trois ans, et qui dispose d'une large expérience, tant au niveau de ses commandant-e-s que de ses combattant-e-s. Il faut dire qu'il s'agit d'une expérience quasi unique en Amérique latine et dans le monde. Vous pouvez constater qu'en ce moment, il n'y a aucun autre grand plan ou « *opération militaire* » dans l'hémisphère occidental, qui ait l'envergure et les caractéristiques des opérations menées dans le centre et le sud de la Colombie et pratiquement sur tout le territoire national.

Nous avons dû vraiment livrer une guerre seuls. Auparavant, il existait le « camp socialiste », la solidarité internationale, et nous avons dû « *danser avec la plus laide* » (pour utiliser une expression populaire colombienne un peu machiste), mais nous avons vu que seuls, nous pouvions aussi affronter et vaincre l'ennemi. Pour nous, c'est une obligation et notre apport solidaire aux peuples opprimés du monde. La combinaison de toutes les formes de lutte de masses va nous assurer la victoire dans un futur proche. Il ne reste plus d'autre alternative à l'Etat colombien que d'accepter son incapacité à mettre en déroute les insurgé-e-s, ainsi que l'échec de son projet fasciste, qui a utilisé la terreur d'Etat comme arme fondamentale, et de chercher un accord pour que nous puissions entamer une discussion et trouver une issue politique négociée à ce long conflit social et armé que vit notre pays.

Quant au désarmement de l'ELN, je l'apprends... Car je sais que l'ELN n'a pas déposé les armes. Je ne peux pas me prononcer sur les décisions de l'ELN. C'est une organisation souveraine, une organisation de guérilla qui combat depuis des années et qui, d'après ce que je sais, n'a jusqu'ici pas livré une seule cartouche.

— *Les FARC sont nées d'un mouvement de paysans pauvres, qui constituent toujours le noyau principal de leur base sociale. Les FARC ont-elles été capables depuis lors de repenser leur réorientation stratégique à la lumière de l'urbanisation extrêmement rapide de la Colombie ? En d'autres termes, comment les FARC s'adressent-elles aux masses urbaines paupérisées qui subissent les constantes attaques des paramilitaires, et la répression exercée par l'Etat colombien ?*

Je vous disais à l'instant que les FARC-EP sont une organisation politico-militaire. La lutte que mènent les FARC-EP n'est pas un affrontement d'appareils, c'est-à-dire entre l'appareil militaire de l'Etat colombien et celui des FARC-EP proprement dit.

De manière générale, si on analyse l'évolution du comportement des Etats bourgeois, on observe que ceux-ci ont diverses manières de mettre en œuvre ce qu'ils appellent « la démocratie représentative », et qu'ils combinent à peu près toutes les formes de lutte pour exploiter les peuples. Les *gringos* appellent cela « la carotte et le bâton », qu'ils pratiquent de la manière suivante : s'ils considèrent que les masses sont dociles, ils les laissent développer certaines formes limitées de démocratie pendant un certain temps ; s'ils considèrent que ces masses se sont radicalisées, ils font descendre les troupes dans la rue et répriment. Mais s'ils constatent que ces mouvements de masse se radicalisent encore, ils recourent au terrorisme d'Etat et massacrent leurs opposant-e-s et exterminent des organisations de masse. C'est la terreur au niveau le plus effrayant, qu'ont connu tous les pays de notre Amérique dans le passé récent et qui perdure encore en Colombie.

De ce point de vue, il est légitime que les mouvements révolutionnaires de Colombie et du monde emploient toutes les formes de lutte de masse pour arriver aux changements révolutionnaires dont la société a besoin à un moment de son développement. Nous n'avons

pas proclamé la lutte armée par décret. Elle ne peut d'ailleurs pas l'être, pas plus que par la volonté de tel ou tel personne ou parti. La lutte armée naît de la nécessité impérieuse de défendre des intérêts de classe à un moment donné, lorsque les Etats bourgeois ferment toute possibilité de démocratie et d'expression dont peuvent bénéficier les masses.

En Colombie, malheureusement, l'histoire a confirmé ce que je viens d'affirmer : les FARC-EP, à la recherche d'une réconciliation nationale en 1982, sont entrées en dialogue avec le président de l'époque Belisario Betancur. On est parvenu alors à signer les accords de La Uribe [1984]. Comme corollaire à ces accords a été fondé le large mouvement appelé *Union patriotique* (UP). Lorsque ce mouvement est apparu dans la vie politique nationale, il a bénéficié d'un sentiment de sympathie de la part des habitant-e-s de la campagne et des villes, des classes moyennes, des étudiant-e-s, etc. Autrement dit, c'était un mouvement qui rassemblait des secteurs très divers. Lorsque celui-ci a commencé à se développer, la bourgeoisie a paniqué et entamé son extermination planifiée et systématique : en premier lieu celle de ses dirigeant-e-s, ensuite de ses militant-e-s. Tout ceci a conduit au génocide politique le plus aberrant qu'ait connu l'Amérique latine. De cette expérience, mise en échec par le terrorisme d'Etat, les FARC-EP ont beaucoup appris ; elles ne sont pas disposées à répéter la même histoire.

Nous avons produit un effort important du fait de la création et du développement de mouvements et d'organisations populaires et politiques au niveau national. Nous faisons un effort considérable pour la construction du Parti communiste clandestin de Colombie, qui doit être clandestin parce que nous avons déjà fait l'expérience de plus de cinq mille morts avec l'UP. Nous construisons également le Mouvement bolivarien pour une nouvelle Colombie, auquel tout un chacun peut participer. Ce mouvement n'a pas de statuts, les gens peuvent se réunir en petits groupes pour éviter les coups de l'ennemi ; personne ne doit faire référence à son activisme politique, et ses formes d'expression sont clandestines. A travers ces structures organisationnelles, il est possible de participer au mouvement étudiantin, ouvrier, paysan, populaire... mais les FARC-EP construisent aussi les Milices boliviariennes, qui agissent dans les campagnes, aux alentours des grandes villes et à l'intérieur de ces dernières.

Les FARC-EP considèrent que la révolution en Colombie doit déboucher en partie sur des formes d'insurrection urbaine, peut-être analogues à celles qui se sont développées au Nicaragua à l'époque (que l'on se souvienne des batailles de Managua, Masaya, Estelí, León, pour n'en citer que quelques-unes), qui furent des actions de guérilla et d'insurrection populaire combinées qui, dans leur ensemble, ont fait tomber la dictature de Somoza.

Nous faisons un effort très important en direction du mouvement syndical, étudiantin, des classes moyennes urbaines, des travailleurs-euses informels, du mouvement communal, coopératif, des pères de famille. C'est-à-dire que nous essayons de tout ramener à des formes d'organisation simple, afin de favoriser du dehors la conscience politique et pratique de la nécessité des changements dont le pays a besoin, davantage encore dès lors que les conséquences désastreuses des politiques néolibérales non seulement radicalisent les masses urbaines, mais aussi, paradoxalement, les rapprochent et les allient dans la lutte.

En Colombie, les FARC-EP sont intéressées par la construction d'un nouveau gouvernement de réconciliation et de reconstruction nationales, large et démocratique, sans exclusives, auquel puissent participer tous les secteurs de la vie politique nationale qui souhaitent sortir le pays de l'abîme dans lequel il se trouve pour le mettre en situation d'affronter les défis du 21e siècle avec beaucoup d'espérance, d'optimisme et en nous plaçant à l'avant-garde des

nations démocratiques et révolutionnaires du monde.

— *Quels sont pour les FARC les mouvements sociaux urbains dont le développement paraît stratégiquement essentiel dans ce processus ?*

Dans les villes, nous travaillons essentiellement en direction des secteurs industriels. Nous travaillons également au sein du mouvement coopératif, avec les collectifs d'action communale dans les quartiers, avec des associations de l'économie informelle, qui se sont multipliées au cours des dernières années en raison des politiques néolibérales. Nous accordons aussi beaucoup d'importance au problème des femmes et de la jeunesse en général. En conséquence, nous disposons d'une représentation dans tous ces secteurs. Nous agissons de manière consciencieuse pour leur donner un caractère organisationnel et les orienter vers la lutte politique. En même temps, ce travail nourrit, par ses expériences et ses formes d'affrontement avec la répression, notre propre action politique. Bien que les FARC soit nées comme un mouvement essentiellement paysan et que cette base sociale se maintienne dans sa composition actuelle, il est également vrai qu'il y a d'autres secteurs de la société qui nous accompagnent dans la lutte. Parmi les gens liés aux FARC-EP, on trouve des secteurs des classes moyennes et professionnelles, techniques et supérieures, mais aussi des professions libérales, des prêtres, des gens des milieux de la culture et de l'art populaire dans toutes ses expressions. C'est un changement qui s'est opéré au cours de ces dernières années. Nous soulignons la participation des femmes dans nos rangs : elles représentent aujourd'hui 43% des forces de la guérilla.

— *On dit que les FARC ne se sont pas toujours montrées capables de permettre concrètement, dans les régions sous leur contrôle, le développement d'une société civile organisée de manière autonome en fonction des différents intérêts qui la traversent (coopératives, syndicats, associations diverses, minorités indigènes, etc.). Cette attitude ne révèle-t-elle pas un projet de société autoritaire fondé exclusivement sur les capacités et les compétences d'une sorte de parti-Etat ?*

(Rires...) Je ne sais pas à quoi vous vous référez avec cette question. Je ne sais pas non plus quand nous avons eu sous notre contrôle une quelconque partie du territoire national. Ceci n'est encore jamais arrivé jusqu'à présent. En Colombie, nous ne menons pas une guerre de position. Nous sommes une armée de guérillas mobiles. Lorsque nous sommes pour un temps dans certaines régions, nous développons la démocratie directe d'une façon inédite. Plus encore, je crois que les FARC-EP sont beaucoup plus démocratiques que certains Etats ou démocraties. Nous disposons, comme organe de décision des FARC-EP, de la conférence nationale des guérilleros, qui se réunit tous les quatre ans (ou un peu plus, selon l'état de la guerre). Les postes de commandement, sans exception, sont décidés au vote de tous les guérilleros. Autrement dit, il n'y a pas de nomination par décret. C'est au travers du vote populaire, au travers du vote des membres des FARC-EP, que se vit la démocratie et que se règlent les questions de hiérarchie à l'intérieur du mouvement guérillero, en collaboration avec les communautés.

Le cas le plus significatif a été celui de San Vicente del Caguán, dans le centre-sud du pays, pendant la période du désengagement et du dialogue, entre 1999 et 2002. Là, nous nous sommes installés pendant trois ans, et nous avons oeuvré avec les communautés dans le cadre d'actions civiles et militaires. Ensemble, la population civile et le groupe de guérilleros, nous avons construit, en travaillant en commun, des ponts, des routes, des écoles, des hôpitaux, des chemins vicinaux, et plusieurs fleuves, rivières et ruisseaux fortement pollués ont pu être réhabilités. D'autre part, les FARC-EP ont émis des règlements

en matière écologique (chasse, pêche, élagage et exploitation du bois, protection des arbres indigènes), et tout ceci s'est fait avec la participation de la communauté. Par exemple, pour la construction d'une route, 100 à 200 collectifs d'action communale de toute la région se sont réunis, et là, par votation populaire, ils ont déterminé qui allait travailler, comment, et avec quel appui économique et logistique. On faisait ensuite les comptes et on les présentait aux masses pour qu'elles analysent la finalité de chaque investissement. Ça, c'est la démocratie participative et ouverte, une vraie démocratie de masse comme n'en a jamais connu le pays. C'est l'expérience que nous avons faite.

L'autoritarisme ne fait pas partie des principes des FARC-EP. Certes, nous défendons des principes, et sur ces principes nous ne cédon pas. Nous avons notre propre vision de ce que doit être la démocratie. La démocratie doit être ouverte et la plus directe possible. C'est-à-dire une démocratie de masse comme forme permettant de définir et de débattre des grands problèmes. C'est très simple : si dans une communauté, il y a 100 personnes, pourquoi 10 devraient-elles décider ? Pour nous, ce sont ces 100 personnes qui ont le pouvoir de prendre la décision. On parle d'une démocratie représentative en Colombie, parce qu'il y a des élections, mais, en réalité, ces scélérats qui vont au Sénat ou à la Chambre des représentants ne sont en aucune manière des représentants authentiques des communautés. Ce sont des gens qui arrivent là du fait de leur richesse, par le clientélisme et les escroqueries auxquelles ils soumettent notre peuple. Par conséquent, comme vous le voyez, il est important de clarifier le type de démocratie dont on parle, ce que nous entendons, nous FARC-EP, par démocratie, et ce que vous entendez vous, en Europe, par ce terme. Je considère que les FARC-EP sont une organisation démocratique qui exerce la démocratie dans les domaines dans lesquels elle travaille. Nous sommes en faveur de la démocratie directe la plus large et la plus participative possible. Une démocratie exercée pour et par les majorités et non une démocratie de façade, une démocratie pour un groupe restreint de privilégiés. Ce type de « démocratie » ne nous plait pas et nous n'allons pas la pratiquer. Je vous ai dit que dans les FARC-EP nous préférons organiser les masses dans toutes sortes de collectifs qui leur permettent de défendre leurs intérêts. Ceci est le secret de la survie des FARC-EP au coeur d'un conflit aussi complexe que celui de la Colombie.

— Les FARC sont fréquemment critiquées, y compris par des forces de gauche, pour l'usage de méthodes « expéditives » en leur sein : c'est le cas des exécutions de déserteurs, de l'envoi de militant-e-s « démoralisé-e-s » pour accomplir des missions suicides, de l'obligation faite aux combattantes enceintes d'avorter, etc. Il n'y a pas de doutes que les FARC sont engagées dans une lutte armée très dure, mais de telles méthodes ou pratiques ne mettent-elles pas en question les droits individuels des combattants ou la liberté de discussion au sein de la guérilla, révélant ainsi une forme d'organisation politique très verticale dans la tradition stalinienne ?

Votre question montre que l'on sait très peu de choses sur les FARC-EP et qu'on se fait ainsi l'écho, peut-être inconsciemment, de la propagande du régime (le régime oligarchique colombien et son allié les Etats-Unis). C'est l'ennemi qui affirme que nous sommes organisés de manière verticale, que nous résolvons tous les problèmes d'une façon expéditive, comme vous l'évoquez dans votre question.

Nous utilisons des méthodes politiques pour résoudre tous les problèmes qui apparaissent à l'intérieur des FARC-EP. Initialement, les nouveaux combattant-e-s suivent une école de formation de six mois, où les documents qui sont étudiés sont essentiellement nos statuts, les normes de commandement et le régime de discipline. Si l'aspirant-e se rend compte qu'il ne peut pas, pour des raisons physiques ou morales, mettre en œuvre ces normes, il

peut retourner chez lui sans problème, parce que jusqu'à ce moment, il ne connaît rien ni personne de plus que les gens qui, comme lui, ont assisté clandestinement au cours de formation initiale. Une fois passé ce niveau, la personne contracte un engagement, et lorsqu'on intègre les FARC-EP, c'est pour la vie, c'est-à-dire jusqu'au triomphe de la révolution et à la construction d'une nouvelle société.

Nous ne disposons pas d'un service militaire obligatoire, ni d'ailleurs volontaire. L'intégration aux FARC-EP suppose l'implication complète dans la formation politique et militaire sur la base d'une adhésion consciente. N'oublions pas que l'on trouve des gens pour manipuler des armes partout, mais des gens pour comprendre la politique, la lutte des classes et les changements sociaux, dans une société comme la nôtre, c'est bien plus difficile. Cet ensemble de capacités, dont le développement est dans notre intérêt, nécessite et exige une formation permanente et à long terme.

Il n'est pas vrai, par conséquent, que nous utilisons le peloton d'exécution ou que nous nous livrions à des exécutions extrajudiciaires. Nous n'avons pas à le faire, parce qu'il y a dans nos statuts bien des manières de sanctionner les ruptures de la discipline de notre organisation. L'exécution n'est envisagée que pour les traîtres et les infiltrés qui travaillent consciemment pour l'ennemi. C'est la mesure la plus grave qui s'applique dans les FARC-EP. Pour le reste, toute situation se résout par la critique et l'autocritique sur la base des principes du marxisme-léninisme qui sont partie intégrante de notre conception de la révolution.

Le reste, au même titre que ce qui est contenu dans votre question, relève d'une campagne diffamatoire qui cherche à transformer les FARC en un mouvement sans discipline, sans hiérarchie, sans mandats de commandement reconnus. Et, dans ces conditions, une organisation militaire ne peut pas subsister. Il y a un adage qui dit : « *Soit la discipline est mise en œuvre, soit la milice disparaît* ».

En ce sens, il serait absurde de penser que nous pourrions envoyer des personnes démoralisées, avec des problèmes psychiques, ou sans qualifications politico-militaires suffisantes, accomplir des missions. Il s'agit d'une guerre ! Qui pourrait commettre une telle erreur ? Bien au contraire, à l'intérieur des FARC-EP, la participation à des missions constitue une forme de reconnaissance du bon travail ; elle est un encouragement et un honneur pour les combattant-es. Dans les FARC-EP, on préconise une participation consciente et, pour cela, la valeur des combattant-e-s en mesure de participer à chacune des actions de guerre, ou aux missions spéciales que les FARC-EP décident, est étudiée à l'avance par les commandant-e-s.

Pour ce qui est des femmes dans la guérilla, elles sont libres. Pour la première fois, une organisation de gauche et un mouvement révolutionnaire envisagent la femme comme une personne absolument libre et égale à l'homme, qui assume les mêmes responsabilités, les mêmes tâches et a les mêmes droits. Depuis sans doute l'époque du matriarcat, la guérilla est aujourd'hui le lieu où la femme commence à tenir le rôle qu'historiquement elle a perdu, ce qui fut la défaite la plus grande qu'ait subi le genre féminin dans l'histoire de l'humanité. A propos du problème de la grossesse dans les FARC-EP, les guérilleras savent d'avance que dans le contexte de guerre qu'elles vivent, elles ne peuvent tomber enceinte. A l'intérieur de notre organisation, nous avons mis en œuvre un travail éducatif de diffusion de l'information et de prévention pour que les femmes connaissent bien les mécanismes de la procréation, ainsi que les manières d'éviter la grossesse et/ou les maladies sexuellement transmissibles.

Parfois, par erreur ou accident, se produisent des cas involontaires de grossesse, mais compte tenu des normes et des conditions objectives de la vie dans un environnement combattant, la grossesse est interrompue, en général à la demande de la combattante elle-même. Dans ces cas, l'interruption s'effectue dans des conditions hygiéniques d'asepsie, avec des médecins qualifiés, et en prenant les mesures pour éviter tout risque pour leurs vies. Dans beaucoup de pays, l'interruption de la grossesse est légalisée et fait partie de certaines constitutions du monde, mais on nous a toujours reproché notre arbitraire supposé sur ce thème et on nous a diabolisés. N'y a-t-il pas ici une double morale ? Sachez que pour les FARC-EP, les valeurs familiales (très importantes pour la société colombienne) constituent un fondement de la conception de la nouvelle société que nous voulons construire. Mais nous vivons une étape qui ne facilite pas le développement de cette partie importante de la vie.

Il est révélateur que, malgré toute cette propagande contre notre organisation, la présence féminine dans les rangs des FARC-EP soit actuellement de l'ordre de 43%. Les guérilleras des FARC sont de vraies amazones dans la guerre, ou comme dirait Simon Bolivar en se référant à ces valeureuses guerrières romaines, elles sont de véritables « lumières ». Hors de la guerre, nos camarades femmes ont un comportement très féminin. Au combat, elles sont aussi aguerries que les hommes. Elles nous donnent des leçons d'honnêteté, d'abnégation, de sacrifice, de fraternité et d'héroïsme... Comment pourrions-nous maltraiter ces camarades, qui prennent une part fondamentale à la lutte pour le triomphe de la révolution...

— *Qui est responsable de la mort des onze députés colombiens détenus par les FARC ? Comment est-il possible que ces onze otages se soient trouvés ensemble au même endroit ? Pensez-vous qu'il s'agisse d'une opération délibérée de l'Etat colombien pour lancer une vaste campagne politique contre la guérilla des FARC ?*

Cela fait un certain temps que les FARC-EP avertissaient l'opinion publique nationale et internationale du fait que les opérations de sauvetage de prisonniers par l'armée étaient exagérément risquées pour la vie des otages qu'elles détenaient. C'est pour cela que les FARC-EP ont indiqué que la responsabilité de la mort des onze députés du Valle del Cauca, le 18 juin 2007, incombait essentiellement à ceux qui ont donné l'ordre et tenté de les libérer par la force. Le premier responsable est Monsieur Uribe.

Vous expliquer pourquoi ils étaient ensemble serait me livrer à des spéculations, parce que je me souviens qu'à cette date, je venais tout juste de quitter la prison de La Dorada. Concernant la mort des onze députés, il faut dire qu'indiscutablement, il s'agit d'un plan minutieusement préparé tant politiquement que militairement et sur le plan de la propagande. Le gouvernement de Uribe a démarré son plan en parlant de la possibilité de faire sortir de prison un certain nombre de prisonniers des FARC-EP, sur lesquels personne n'avait rien demandé. Nous avons toujours cherché à obtenir un échange humanitaire de prisonniers bilatéral FARC-EP/gouvernement. C'est alors que Uribe a relâché, de façon totalement unilatérale, certains combattants des FARC-EP. Cette action, à mon sens, était liée à la préparation en secret d'une action de plus grande envergure dans les montagnes colombiennes. Il s'agissait précisément du sauvetage des douze députés par un groupe de spécialistes composé d'agents de la CIA, de mercenaires anglais et israéliens et de commandos de l'armée colombienne.

Le projet était sans doute celui-ci : pendant que ce groupe apparaissait comme libérant avec succès les douze députés, Uribe remettrait en prison les prisonniers relâchés et

commencerait un travail politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays visant à démontrer que les interventions directes seraient dorénavant le moyen le plus indiqué pour obtenir la libération des personnes contrôlées par les FARC-EP, fermant ainsi tout espoir d'échange humanitaire et toute possibilité de dialogue. Le résultat de cette opération et d'autres opérations analogues nous conduit à penser que les tentatives de libération du type « Ambassade de Lima » [1996-1997] ou « Opération Entebbe » [1976] ne peuvent être menées à bien dans les forêts colombiennes. Ce qui s'impose inexorablement en Colombie, c'est l'échange humanitaire entre le gouvernement et les FARC-EP, comme préambule à une possibilité de dialogue ouvrant la voie à la paix et la justice sociale. Espérons que nombre de vos lecteurs, la communauté internationale, les Etats, les gouvernements, les partis, les organisations sociales, religieuses, humanistes et de gauche pourront contribuer à cette quête afin de permettre un échange humanitaire, et que cela sera utile pour établir une forme de dialogue en vue d'une issue au conflit social et armé que nous vivons en Colombie.

Questions posées par Jean Batou. Entretien mené par un envoyé spécial de la rédaction.

Notes:

[1] [NDLR] Dialogues et processus de paix dans la zone démilitarisée de El Caguan.

[2] [NDLR] Consultez à ce propos le dossier « parapolitique et paramilitarisme » sur le site du RISAL : <http://risal.collectifs.net/spip.ph...>

[3] [NDLR] En plus des opérations de lutte contre la drogue du Plan Colombie, les militaires colombiens ont aussi mis en oeuvre le Plan Patriota soutenu par les Etats-Unis, une opération de grande envergure de contre- insurrection qui a pour but de prendre le contrôle des régions contrôlées par les FARC dans le Sud et l'Est de la Colombie.

Revue solidaritéS, Genève, août 2007.

Traduction : revue solidaritéS.

La source originale de cet article est [SolidaritéS](#)
Copyright © [Global Research](#), [SolidaritéS](#), 2007

Articles Par : [Global Research](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer

la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca